



Yann Delabrière

Des bancs de l'ENS à la tête de Faurecia

Il semble loin, le temps où Yann Delabrière, ancien élève de l'ENS, agrégé et docteur en mathématiques, était assistant à l'Université Pierre et Marie Curie. Aujourd'hui président directeur général de Faurecia - sixième plus gros équipementier automobile au niveau mondial, 17 milliards d'euros de chiffre d'affaire -, il revient sur le moment où sa trajectoire professionnelle a bifurqué.

«J'ai toujours nourri un grand intérêt intellectuel pour les mathématiques et pour la recherche», se souvient-il. Cependant, lorsque s'est posée la question de choisir une carrière, il a tout de même jeté un oeil du côté de l'industrie. «A l'époque, les liens entre le monde académique et le monde industriel étaient plus ténus qu'aujourd'hui. Le choix d'une carrière universitaire me semblait un choix très brutal, sans perspectives d'élargissement envisageables. J'ai rapidement considéré d'autres options.» Ainsi, étudiant à l'ENS, il travaille déjà avec IBM.

La bifurcation se fera via l'ENA, qu'il intègre après son agrégation de mathématiques et une thèse en probabilités, et dont il sort comme auditeur à la Cours des Comptes. Il occupe ensuite plusieurs postes de responsabilité : au Cabinet du Ministre du Commerce Extérieur, puis comme directeur de la COFACE, qui finance les grands contrats d'exportation, ou encore au sein du groupe Printemps, comme Directeur de la Distribution, et enfin à PSA-Peugeot, où il restera quinze ans avant d'être nommé à la tête de Faurecia. «J'ai mené mon parcours de manière individuelle et sans appui du monde universitaire», résume-t-il. Mais il ajoute que les choses ont beaucoup changé, notamment depuis une dizaine d'années. «Il existe beaucoup plus de passerelles avec l'entreprise, dans les écoles d'ingénieur ou de commerce, bien sûr, mais aussi à l'université. Il y a une multiplication de programmes de recherche cofinancés par des entreprises, que ce soit des chaires, des postdocs ou des thèses. La loi sur l'autonomie des universités a favorisé ce rapprochement.»

Selon Yann Delabrière, les échanges entre recherche académique et industrie sont nécessaires : «Dans dans l'industrie, un élément clef est l'innovation produit, sans quoi il n'y a pas de réussite à long terme. Dans le domaine automobile, par exemple, on va chercher à créer de nouvelles matières plastiques plus légères et plus résistantes, ou bien de nouveaux aciers. On va s'intéresser à la matière, aux propriétés des matériaux. Les cycles produits sont de plus en plus courts. Face à cette accélération scientifique et technologique très forte, le besoin pour l'entreprise d'établir des liens étroits avec la recherche fondamentale et de transférer cette recherche vers des applications potentielles, augmente également. Les exemples que j'ai cités concernent évidemment la physique, la chimie, mais on a aussi besoin de mathématiques, par exemple dans le domaine de la simulation.» Il voit là de véritables possibilités de carrière pour les chercheurs : «Il existe pour eux une réelle opportunité à rester dans leur domaine tout en se rapprochant des besoins de l'entreprise. Il faut comprendre comment ces besoins se traduisent en recherche fondamentale.» Son cursus est pour lui un atout : «Aujourd'hui, on rencontre beaucoup de responsables industriels qui ont une formation scientifique. Il n'est pas nécessaire d'être spécialiste - ce serait presque impossible - mais c'est une bonne base pour comprendre les processus généraux d'innovation produit.»

En termes de relation entre université et industrie, sa référence reste l'Allemagne. «Les évolutions commencées en France depuis dix ans sont bien plus abouties là-bas. Il y a une reconnaissance plus forte de la recherche en technologie, qui se fait notamment dans les fameux instituts Fraunhofer. Cette culture de l'innovation technologique est très présente chez les dirigeants d'entreprises. Elle a un poids déterminant dans leur formation et se traduit dans leurs décisions.»

La France est à son avis dans la bonne direction mais doit amplifier le mouvement. «Il faudrait des équivalents des instituts Fraunhofer chez nous, comme l'Institut de recherche technologique Jules Vernes, à Nantes, auquel Faurecia participe. Nous pourrions miser sur des viviers régionaux. La recherche française conserve un fonctionnement trop centralisé, trop jacobin. Il faudrait développer notre capacité à former sur le plan régional des ensembles regroupant tous les acteurs, entreprises comme universités.»

